

HARRISON, R. : *Forêts. Essai sur l'imaginaire occidental*, Paris, Fayard, 1992.

JOLLIVET, M. (sous la direction) : *Sciences de nature. Sciences de la société*, Paris, CNRS, 1992.

LATOUR, B. : *Les microbes guerre et paix*, Paris, Métailles, 1984.

LATOUR, B. *Science in Action*, Harvard University Press, 1987.

LATOUR, B. : *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'Anthropologie Symétrique*, Paris, La Découverte, 1992.

LATOUR, B., SCHWARTZ, C. E. CHARVOLIN, F. : «Crise des environnements, défis aux sciences humaines», *Futur Antérieur*, n° 6, 1991.

LENA, P. et BARRAL, H. : «L'occupation humaine de l'Amazonie (Equateur, Brésil)», *Connaissance du milieu amazonien. Actes du Séminaire 15 et 16 octobre 1985*, Paris, ORSTOM, 1987.

Organisation de Coopération et de Développement Economique : *Environnement et économie*, Paris, OCDE, 1984.

SERRES, M. : *Le Contrat naturel*, Paris, François Bourin, 1990.

SERRES, M. : *Hermès V. Le Passage du Nord-Ouest*, Paris, Minuit, 1980.

World Commission On Environment And Development : *Our common future*. Oxford Oxford University Press (Rapport Brundtland), 1987 ; trad. franc. Commission Mondiale sur l'environnement et le développement : *Notre avenir à tous*. Montréal, Editions du Fleuve, 1988.

RECHERCHE ET REVENDICATION SOCIALE : UN EXEMPLE DANS LA REGION DU JURUA - (ETAT D'AMAZONAS)

Florence PINTON* et Jean-Paul LESCURE**

Depuis 1990, une équipe multidisciplinaire associant des chercheurs de diverses institutions (ORSTOM, Univ. Paris X et INPA) poursuit des recherches sur l'extractivisme en Amazonie Centrale, avec le soutien financier de l'UNESCO, du programme SOFT (Ministère de l'Environnement) et plus récemment de la CEE. Privilégiant l'analyse comparée, l'équipe a travaillé sur des sites très variés tant du point de vue des écosystèmes que de celui des conditions socio-économiques locales. Mais il faut souligner que dans tous les cas suivis, la recherche s'effectuait hors du contexte des «réserves extractivistes» dont aucune n'existe actuellement dans l'état d'Amazonas, ni même en relation avec des acteurs organisés tels que les syndicats de producteurs.

En septembre 1992, l'équipe a cependant eu la possibilité de répondre à une demande formulée par un représentant du CNS (Conseil National des *Seringueiros*) soutenu par le MEB¹ (Mouvement d'Education de Base) concernant l'évaluation d'un projet de création d'une réserve extractiviste dans la région de Carauari (moyen Juruá), région riche en

* Sociologue, Université Paris X - Nanterre.

** Botaniste, ORSTOM.

1. Groupe institutionnalisé actif dans le Nord et le Nordeste du Brésil auprès des populations pauvres. Il a pour mission de soutenir et d'encadrer les travailleurs et les communautés rurales.

hévéas et haut lieu de l'exploitation du caoutchouc depuis le début du siècle. L'équipe s'est donc engagée à mettre en œuvre des actions de recherche pour répondre à cette demande sociale clairement affichée.

I. POSITION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE CONCEPT DE «RESERVE EXTRACTIVISTE».

A la suite d'une mission exploratoire réalisée en septembre 1992 et avant de définir les axes de recherche à conduire, il nous a semblé indispensable de définir ce que nous entendons par «réserve extractiviste». Celle-ci occupe une place originale parmi les formes classiques d'aménagement appliquées dans le cadre des politiques de développement de l'Amazonie. Elle répond d'une part à une demande locale, venant d'acteurs généralement privés d'audience mais dont la voix a été amplifiée ces dernières années par des relais syndicaux puis médiatiques. Elle permet, d'autre part, de garantir à des petits producteurs un droit sur leur moyen de subsistance, la forêt, en se fondant sur un modèle foncier particulier. La terre demeure propriété de l'Etat, son usufruit étant exclusivement réservé à un groupe de familles pour une durée déterminée. L'activité principale reste l'exploitation des produits non ligneux de la forêt.

La création des réserves extractivistes a été imaginée et mise en œuvre dans l'état de l'Acre, pour répondre à la dévastation des terres de la région, traditionnellement exploitées pour leur caoutchouc et réorientées par des politiques économiques vers d'autres types de production comme l'élevage extensif ou l'exploitation du bois. La disparition de la forêt privait les collecteurs de caoutchouc de leur emploi, ne leur laissant comme alternative que l'émigration vers les centres urbains ou un éventuel statut de travailleur agricole. Au même moment, l'émergence d'une conscience environnementale au niveau international renouvelait l'approche du développement en même temps que s'effondrait le mythe amazonien d'un espace illimité.

Le faible impact occasionné sur l'écosystème forestier par l'exploitation traditionnelle du caoutchouc a permis de parer cette pratique d'une vertu conservatoire et de l'ériger en exemple de valorisation qui répond à l'inquiétude grandissante devant la destruction de la forêt amazonienne et les dangers macro-climatiques que sa disparition peut

entraîner. De nature expérimentale, la réserve extractiviste fut ainsi rapidement présentée comme un modèle optimum de développement durable en alliant à son rôle de protection de la forêt une hypothétique capacité d'assurer une meilleure répartition des revenus et une plus grande justice sociale, tout en se basant sur des réalités socio-culturelles locales. Ce concept et sa mise en application engendrèrent, bien entendu, des opinions contraires et la discussion ne tarda pas à se radicaliser entre les partisans des réserves et ceux qui n'y voyaient que de futures enclaves de sous-développement. On peut reprocher à cette controverse d'en être restée à une bataille théorique et/ou idéologique et de s'être légèrement enlisée, n'ayant pas su renouveler ses argumentations et dépasser le cadre de la situation de l'Acre.

Les études menées par notre groupe de travail dans des zones éloignées et étrangères à cette discussion, ont permis d'aboutir à une conception différente du problème. Tous les cas étudiés démontrèrent en effet que l'extractivisme n'était jamais la seule activité des habitants de la forêt et devait être considéré comme une composante d'un système de production complexe basé sur des activités diversifiées dans l'espace et le temps comme l'agriculture —au moins de subsistance—, la chasse, la pêche, voire le petit élevage ou même le travail salarié temporaire. Il apparaît donc clairement que le véritable objet d'étude ne doit pas être l'extractivisme en tant que tel mais l'ensemble du système de production et les modes d'insertion de l'extractivisme dans celui-ci.

Dans cette optique, la réserve extractiviste ne représente pas la seule alternative possible de valorisation de l'écosystème forestier en vue d'une amélioration des conditions de vie du petit producteur. D'autres solutions ont ainsi été suggérées récemment. La création de réserves extractivistes peut néanmoins se justifier localement car elles présentent l'avantage de garantir aux producteurs l'espace nécessaire à leurs activités de collecte ainsi que leur indépendance vis-à-vis d'un patron grâce à l'appropriation collective d'un territoire. Mais elles ne sauraient se limiter uniquement à abriter des activités de collecte et l'on doit y envisager le développement d'un ensemble d'activités, y compris une exploitation rationnelle du bois. Il reste donc à explorer les voies possibles de cette évolution, le caractère collectif de l'appropriation de l'espace présentant l'énorme avantage de laisser beaucoup de souplesse à ses usagers dans l'organisation de leurs espaces productifs et dans le choix de leur système de production. Une valorisation peut être recherchée simultanément dans une amélioration des pratiques et des modes de gestion des peuplements naturels, dans la mise en culture de certaines espèces forestières et dans la

juxtaposition de différents espaces de production. Mais, dans tous les cas, le succès de cette valorisation dépendra de la capacité sociale à prendre en charge le processus d'évolution.

II. DEMANDE SOCIALE ET PROBLEMATIQUE SCIENTIFIQUE.

L'histoire récente de l'Acre et les acquis sociaux qui la caractérisent, justifient pleinement aux yeux d'anciens *seringueiros*¹ de se lancer dans l'aventure collective de la revendication d'un droit foncier. Elle leur a aussi appris que les scientifiques pouvaient devenir de véritables partenaires de la revendication et donc jouer un rôle considérable en défendant leurs dossiers auprès des autorités politiques.

Cette demande ne tient évidemment pas compte des exigences scientifiques et se résume à la nécessité de disposer d'un rapport technique de faisabilité. Le chercheur se voit ainsi transformé en expert technique, son rôle dans la production des connaissances n'étant pas pris en compte ni même perçu. Cette confusion, à l'origine de la demande, entre le contenu de la science et le service qui en est attendu, peut sinon détourner le chercheur du champ d'action dans lequel il est compétent, du moins entretenir un dialogue de sourd entre le sollicitant et le sollicité. Mais elle présente l'intérêt d'obliger le chercheur à renouveler sa façon de poser les questions.

Celui-ci fonctionne en effet généralement dans la logique de sa discipline, dégagée du contexte d'une application immédiate. Son cheminement s'appuie sur des observations dont l'accumulation à terme aboutira à de nouvelles conceptualisations, formulations de théories et, éventuellement, modélisations. Comment alors traduire la demande simple des citoyens en problématique scientifique et comment permettre, dans un deuxième temps, aux demandeurs de s'approprier les résultats et d'en faire usage ?

Dans le cas discuté ici, la revendication sociale d'un territoire par un groupe social qui y vit a permis d'orienter rapidement notre problématique vers la recherche d'un mode d'utilisation de l'écosystème

¹. Collecteurs de latex d'hévéa.

forestier tropical humide qui, compte tenu des conditions locales, autorise un «développement durable» compatible avec la préservation de l'écosystème. Les éléments de l'environnement que sont les ressources naturelles, les systèmes techniques, les savoirs populaires, les rapports sociaux et économiques, constituent dans ce cadre autant d'objets d'études différents mais interdépendants. Ils permettent par ailleurs d'inscrire les activités de recherche dans quelques grandes problématiques scientifiques actuelles telles que la bio-diversité et son évolution dans les écosystèmes anthropisés, les représentations sociales du milieu naturel, les dynamiques sociales d'occupation de l'espace, l'organisation des politiques environnementales, etc.

Il est inutile de souligner l'exigence d'une recherche multidisciplinaire qui, par la mise en commun des observations, permet de les réintégrer indifféremment dans les divers traitements propres à chaque discipline. Mais l'étude de certains objets demande une intégration plus poussée des disciplines, une interdisciplinarité. Un objet mixte comme les pratiques¹ par exemple, doit être abordé d'une manière globale, parfois délicate à mettre en œuvre. L'interdisciplinarité, si souvent revendiquée, reste un chemin sans balises et constitue aussi l'un des objectifs de ce type de projet.

La demande sociale à la base du projet permet également d'envisager une recherche participative qui présente au moins deux avantages pour le chercheur. Le premier est de permettre d'intégrer la perception de la population locale dans la définition et la hiérarchisation des problèmes. Son point de vue peut profondément modifier celui du chercheur face à des problèmes comme ceux des rendements agricoles ou de la fertilité des sols par exemple. Le second est qu'elle rend possible la mise en œuvre d'expérimentations en conditions réelles, gérées par la population, et dont on peut espérer qu'elles ne porteront pas en elles les mêmes artefacts que les expérimentations en station dont la généralisation reste toujours aléatoire. Enfin par l'obligation qu'elle engendre d'établir un dialogue constant, elle favorise la mise au point d'un matériel didactique capable de soutenir la diffusion des résultats applicables de la recherche.

¹. Que ce soit en termes d'appropriation, d'usage ou de transformation des ressources naturelles.

III. LES ACQUIS DE LA MISSION EXPLORATOIRE.

Nous résumons ci-dessous les principales observations réalisées au cours de la première mission sur le terrain.

Affluent le plus important du Solimões, le Juruá est aussi l'un des fleuves les plus sinueux de la région. Il est bordé de part et d'autre par une *varzea* d'environ 5 km de profondeur, riche en hévéas, exploités depuis le début du siècle. La chute du prix de la *borracha*¹ depuis quelques années a entraîné le désengagement de plusieurs grands patrons de ce commerce et l'exode consécutif des *seringueiros* vers la ville. Sans accès au marché, les familles restées sur place n'ont plus pour interlocuteurs que les marchands itinérants qui sillonnent régulièrement le fleuve et pratiquent des prix souvent exorbitants.

Le siège de la municipalité de Carauari est localisé sur la rive gauche du fleuve, au bord d'un méandre mort. Il est relié à Manaus soit par voie fluviale (1.676 km), soit par voie aérienne (780 km). La commune couvre 250.324 km² et sa population est de 18.681 habitants (dont environ 10.000 en zone urbaine). Comme dans tous les petits noyaux urbains, le pouvoir économique est entre les mains de quelques grands commerçants ou patrons enrichis grâce à l'exploitation des ressources naturelles de la région. Les habitants de l'intérieur demeurent soumis à la forme classique d'échange inégal, l'*aviamento*, qui caractérise l'extractivisme.

Les terres proches de Carauari sont la propriété des commerçants et de quelques éleveurs, ce qui oblige les petits producteurs à se replier vers l'intérieur (minimum de quatre heures de bateau). L'essentiel des terres bordant le fleuve sont entre les mains de grands patrons qui en exploitent de plus en plus souvent le bois à mesure que la production de *borracha* devient moins lucrative.

On note la présence timide de quelques institutions dépendantes du gouvernement de l'état d'Amazonas, dans la plupart des cas, sans moyens d'action et donc inefficaces. Il existe cependant quelques organisa-

1. latex d'hévea.

tions de «contre-pouvoir» qui affichent des projets dont l'objectif est de soutenir le travailleur ou le petit producteur :

- Le Syndicat des Travailleurs Ruraux (STRC), fondé en 1981 par des agriculteurs sensibilisés au travail syndical.

- Le Mouvement d'Education de Base (MEB). A travers l'éducation populaire (sensibilisation, alphabétisation etc.), le MEB prétend apporter aux petits producteurs les moyens de renforcer le syndicalisme et accentuer leur lutte pour la terre.

- L'association des producteurs ruraux, fondée en 1991, avec l'appui du MEB et du STRC. Elle regroupe pour l'instant trois communautés. L'objectif initial de cette association est de permettre aux producteurs (agriculteurs et *seringueiros*) d'échapper à l'*aviamento* et de contrôler la commercialisation de leurs produits. Ces expériences pourraient par la suite être étendues à d'autres communautés. C'est dans le cadre de cette association que les producteurs ont été sensibilisés au problème de la réserve extractiviste.

- L'Eglise catholique, très active localement. Représentée par trois Pères, elle dispose d'une infrastructure d'accueil importante à Carauari et bénéficie de financements extérieurs pour soutenir des projets (installation de puits dans les villages, financement des fours pour la fabrication de farine de manioc, etc.).

- Le Conseil National des Seringueiros (CNS). Le représentant local essaie de promouvoir et organiser la lutte des *seringueiros* en s'appuyant sur des argumentations sociales et écologiques de préservation des ressources naturelles. Le MEB et la paroisse appuient les actions et les objectifs du CNS.

Le MEB a commencé son action à un moment où les prix de la *borracha* incitaient les patrons à délaisser ce marché. Il est donc intervenu à un moment important de transition lié à la désorganisation du marché traditionnel et a présenté ses projets aux *seringueiros* comme une chance pour eux de rester sur place dans de meilleures conditions. Son premier objectif est de fixer les gens en forêt pour freiner l'exode rural qui n'aboutit qu'à augmenter la pauvreté en ville. Il faut pour cela créer et diversifier un marché agricole local et emprunter des circuits de commercialisation échappant au contrôle des intermédiaires.

Dans les trois communautés regroupées en association de producteurs, la majorité des habitants ont abandonné depuis deux ans les activités extractivistes et ne se consacrent plus qu'à la production agricole pour l'autoconsommation, d'une part, et le marché, d'autre part.

Cette importante transformation est le résultat d'une réorganisation radicale du système de production. Le MEB prétend disséminer sur le moyen Juruá une idée d'organisation sociale, de solidarité et d'autonomie, idée qui se heurte encore à des barrières culturelles très ancrées et à une dispersion géographique très forte. La plupart des habitants sont dispersés en noyaux familiaux le long du fleuve et ont subi pendant plusieurs générations l'autorité et la protection patronale dont ils ont du mal à se dégager.

Ces actions de sensibilisation ont abouti à la demande très concrète, de la part des populations riveraines du Juruá, de création d'une réserve extractiviste. Différentes données justifient à leurs yeux cette revendication :

- l'histoire récente de l'Acre ;
- l'émergence de la notion de droit à la terre ;
- la dégradation locale de la situation sociale et économique des *seringueiros* ;
- l'inquiétude de voir la ressource pêche diminuer sous la pression des pêcheurs professionnels de Manaus.

Si dans le moyen Juruá, on est loin de l'épuisement des ressources naturelles indispensables à la survie de populations locales (pêche, chasse, accès aux ressources forestières), l'histoire de l'Acre est reprise comme un avertissement et ses réserves extractivistes comme la seule alternative possible dans l'actualité pour se préserver de conflits fonciers à venir. Ce n'est pas tant le maintien de l'activité traditionnelle des *seringueiros* que l'on recherche mais, bien plus, la mise en place d'un nouveau système de production qui assure au producteur un niveau de vie satisfaisant tout en permettant une gestion à long terme de la forêt.

La revendication de la réserve n'a pas le même contenu selon la situation des communautés. Pour les groupes organisés, il s'agit avant tout de renforcer un certain nombre de droits (accès à la terre et protection des ressources) alors que pour la majorité des riverains, éparpillés le long du fleuve, il s'agit de trouver les moyens d'échapper à l'échange inégal tel qu'il se perpétue aujourd'hui.

Il est important de souligner que les interventions du MEB ont visé uniquement le développement des cultures commerciales en s'appuyant sur la mise en place d'une organisation véritable du marché. Les plantes traditionnellement destinées à l'auto-subsistance et cultivées dans les jardins n'ont pas fait l'objet de nouveaux projets.

IV. DISCUSSION ET PREMIERES RECOMMANDATIONS

L'importance stratégique de l'autonomie sociale

La relative autonomie sociale des *seringueiros* de cette région ne peut être considérée comme une conquête mais plutôt comme une conséquence de l'effondrement du système social qui était le leur depuis plusieurs générations. Elle est pour l'instant synonyme de vente aléatoire des produits et d'approvisionnements incertains.

Les petits producteurs qui ont bénéficié de la création de l'association ont indéniablement amélioré leurs conditions de vie. Ils restent cependant confrontés au problème de la rentabilité et de la pérennité de leur production. Dans cette optique deux aspects apparaissent essentiels : l'optimisation de l'énergie investie —essentiellement sous forme de temps de travail— et le maintien de la fertilité des sols.

L'accès direct au marché est lié au contrôle du transport. La commercialisation, assurée par un bateau affrété par la Préfecture, reste aujourd'hui tributaire d'un pouvoir politique local relativement instable. L'association ou le MEB devrait donc rechercher en priorité les possibilités de se dégager de leur dépendance par rapport à la Préfecture.

Une trop grande dispersion des petits producteurs

Face au coût des transports et des infrastructures de base, les *seringueiros* non organisés sont beaucoup trop dispersés le long du fleuve. Ils ont pour l'instant réagi en quittant la terre ferme pour s'installer sur les rives. Il serait souhaitable de concentrer l'habitat en petites unités dont le nombre de familles reste à déterminer (vingt semble un minimum) dans

des sites sains (terre ferme) pour faciliter leur organisation et leur accès au marché.

Des systèmes de production beaucoup trop fragiles

L'intensification de l'agriculture à des fins de commercialisation risque de se heurter rapidement à une baisse de la fertilité des sols. La logique actuelle, qui va pousser les producteurs à conduire les cultures sur de plus grandes surfaces peut rapidement devenir un facteur limitant du développement des communautés. Les terres exploitables sont limitées du fait de l'hétérogénéité édaphique dans le paysage et de leur accessibilité.

Une priorité doit être donnée à une analyse pédologique des sols de la région, d'une part, de la régénération de la matière organique et de la reconstitution de la fertilité sous jachère, d'autre part. De même, les disponibilités en terres cultivables accessibles devront être évaluées, à partir des travaux pédologiques et de l'analyse d'images de télédétection. Cette disponibilité en terres conditionnera l'évolution à long terme de l'économie des communautés.

En ce qui concerne les ressources naturelles, on reste frappé par la spécialisation sur l'hévéa alors qu'il existe beaucoup d'autres ressources dans la région. Enfin, on remarque l'absence totale de tentatives d'amélioration des populations naturelles.

Une diversification nécessaire des activités

L'association s'est pour l'instant concentrée sur l'organisation de la commercialisation de plantes cultivées extrêmement classiques (farine de manioc et bananes) dont les débouchés restent limités. Peut-on envisager la généralisation de ce marché à l'ensemble des riverains du fleuve sans risquer, à terme, de saturer le marché local ? En deuxième lieu, le marché du caoutchouc sylvestre semble relativement aléatoire, ses coûts de production étant trop élevés pour être compétitif sur le marché national et international. Il nous semble important de réfléchir à une diversification des systèmes de production alliant agriculture et extractivisme. Cette diversification doit être conduite dans deux directions : celle de l'auto-subsistance, pour minimiser les dépenses, et celle du marché, pour augmenter les revenus.

- **Auto-subsistance.** Elle est réduite essentiellement à la production de farine de manioc, à quelques cultures complémentaires et, de façon sporadique, à la collecte de ressources alimentaires forestières. Elle pourrait être améliorée pour diversifier l'alimentation mais aussi pour minimiser la dépendance au marché.

On notera de nombreux exemples isolés intéressants comme la production de savon à base d'huile d'*andiroba* (*Carapa guianensis*), quelques plantations de café et de tabac dans les vergers. Dans un autre ordre d'idées, la présence de plantes à roténone dans la région devrait encourager leur usage comme pesticide dans la lutte contre les fourmis-manioc (*Atta sp.*) pour éviter la consommation de pesticides chimiques et chers. Le ramassage des graines d'hévéa (*Hevea spp.*) pourrait contribuer à l'alimentation du petit bétail (porcs, poules).

- **Marché.** Les produits forestiers qui pourraient être destinés à la vente sont totalement négligés, mis à part le caoutchouc. Quelques produits mériteraient de trouver des débouchés directs auprès d'acheteurs extérieurs ; citons les huiles d'*andiroba* et de *copaiba* (*Copaifera spp.*), le latex de *sorva* (*Couma spp.*), produits aisément stockables, mais aussi les plantes médicinales ou aromatiques, les fruits décoratifs et l'artisanat à base de produits forestiers.

D'autre part, les fruits et parmi eux ceux de palmiers, devraient retenir l'attention des pouvoirs publics de Carauari, ville où il est impossible de se procurer le moindre jus de fruit mais où le coca-cola et autres boissons industrielles coulent à flot. La création d'une petite unité de production/vente à Carauari donnerait quelques débouchés aux producteurs.

Amélioration des systèmes de production.

Pour fixer les producteurs tout en préservant la forêt, les populations qui l'habitent doivent parvenir à vivre de sa mise en valeur. La valorisation des produits de cueillette est souhaitable tant que la densité de population reste faible. Mais la mise en culture d'espèces pérennes natives et bien choisies et leur introduction dans les *roças*¹ permettrait à long terme une meilleure gestion des sols que celle de l'agriculture traditionnelle, pour des densités de population plus élevées.

1. Parcelle cultivée essentiellement pour le manioc.

Pour démarrer ce processus, une expérience *in situ* d'enrichissement des *capoeiras*¹ en espèces d'intérêt économique mériterait d'être conduite rapidement ; A titre indicatif, elle pourrait utiliser des espèces telles que l'*andiroba*, la *seringa* (*Hevea spp.*), la *pupunha* (*Bactris gassipaes*), le café, le cacao et le *cupuaçu* (*Theobroma grandiflorum*). L'agriculture de décrû en *varzea* mériterait aussi d'être développée.

Il faut enfin rappeler l'existence de la ressource-pêche dont l'avenir inquiète les petits producteurs. Destinés essentiellement à l'autoconsommation, les poissons et les tortues sont de plus en plus la proie de pêcheurs professionnels dont les activités menacent, semble-t-il, les intérêts des locaux et les équilibres biologiques. La présence de nombreux lacs intérieurs laissent imaginer des modes de gestion intéressants.

L'opportunité d'une réserve extractiviste

Face à ces ébauches de propositions, la création d'une réserve extractiviste permettrait-elle de dynamiser les projets de mise en valeur des produits forestiers et agricoles, tout en assurant aux petits producteurs d'en être les gestionnaires et les bénéficiaires ?

La notion de «réserve extractiviste», telle que l'entendent les petits producteurs du moyen Juruá n'abrite plus uniquement les activités liées à l'extraction du caoutchouc et correspond plutôt à un cadre géographique au sein duquel les *seringueiros* pourront se reconvertir et s'organiser collectivement. Elle est donc porteuse d'une nouvelle forme d'organisation sociale. Elle est étroitement associée à un mode de valorisation de la forêt et de ses ressources qui soit compatible avec sa conservation à long terme ; ceci suppose la mise en place de nouveaux systèmes de production. C'est donc une notion emprunte «d'écologisme» à portée locale (on s'inquiète pour ses propres enfants) ; c'est aussi une notion à portée juridique qui garantit aux petits producteurs l'accès à la terre et aux ressources de celle-ci.

Dans le cas du moyen Juruá, la création d'une réserve foncière pourrait ne pas sembler urgente compte tenu de la grande disponibilité en terre et de la faible densité de population. Mais faut-il attendre qu'éclatent

1. Parcelles abandonnées généralement après deux cycles de culture (jachères forestières).

de sérieux conflits sociaux ou que l'exode vers la ville s'intensifie pour intervenir ?

Suite à l'écroulement du système social lié à l'exploitation du caoutchouc, les *seringueiros* se retrouvent démunis et incapables de s'organiser. De ce point de vue, l'action du MEB a été salutaire pour quelques communautés. Sa généralisation à d'autres communautés déjà en place et le regroupement de familles en pôles socio-économiques demande des garanties foncières à long terme mais aussi d'autres moyens d'action.

Ce n'est donc pas tant une réserve d'espace qui nous semble stratégiquement importante mais bien plus l'existence d'un cadre délimité géographiquement qui autorise «l'expérimentation sociale». Les solutions techniques de valorisation de la forêt sont connues, l'agroforesterie en est un exemple. La véritable difficulté réside dans la diffusion de ces systèmes de production, dans leur adaptation aux conditions locales et dans la mise en place de réseaux de commercialisation.

Nous défendons donc la pertinence de la création d'une réserve extractiviste dans la mesure où elle garantira la protection foncière et contribuera à dynamiser les familles pour monter de véritables projets. Elle doit donc être accompagnée d'expériences grandeur nature dont le contenu devra être défini en collaboration avec les communautés.

*
* *

05 OCT. 1993

CAHIERS DU BRÉSIL CONTEMPORAIN

Contact Marion AUBREE
CRBC
54, boulevard Raspail 75006 Paris
tél. (1) 49-54-20-83

N° 21

1993

Directeur Ignacy SACHS

Comité Marion AUBREE
Mario CARELLI
de Maria Edy FERREIRA DE CHONCHOL
Hélène RIVIERE D'ARC
rédaction Michel SCHIRAY

AMAZONIES : dP
PROBLÈMES GLOBAUX, DONNÉES LOCALES

Solicita-se-intercambio

Echanges souhaités

Organisé par Florence PINTON

ISSN 0989-5191
Dépôt légal juin 1993
Achévé d'imprimer
sur les presses de la Maison des Sciences de l'Homme

Remplacé et racheté
O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° 38352 et 1
Cote B

ORSTOM Fonds Documentaire
N° 38352 x 2
Cote B

Paris, Juin 1993

PL 299 C.E.D.I.D. — ORSTOM